**CONSEIL MUNICIPAL DU
19 FEVRIER 2025
A 20 heures 00**

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-neuf février l'assemblée régulièrement convoquée le 14 février 2025, s'est réunie sous la présidence de Michel KOTOVTCHIKHINE.

Sont présents: Michel KOTOVTCHIKHINE, Dominique ARNOULT, Laurent BONNOTTE, Sonia CARREAU, Gilles DEMERSSEMAN, Camille DINGS, Jean-Michel DUBOIS, Françoise FAU, Bruno MAMERON, Alan MEUNIER, Christine PICARD, Gérard PIESYK, Vanessa PIVAIN, Chantal RAVERDEAU, Catherine RAVIER-LETENDART, Alain THURET

Représentés: Cédric GAUFFRENET représenté par Gérard PIESYK , Robert GERMAIN représenté par Chantal RAVERDEAU, Christian LAZZAROTTO représenté par Bruno MAMERON.

Excuses: Catherine BARBIER, Céline FUMEY, Patrice VICART, Roberte GRIECO

Secrétaire de séance: Alan MEUNIER

Ordre du jour

Approbation du Procès-Verbal en date du 29 janvier 2025

- Administration générale – Avis de la commune sur l'implantation d'une centrale photovoltaïque
- Travaux – Délégation de Maitrise d'ouvrage à la CCFP pour la réalisation d'une cuve de rétention des eaux de nettoyage des filtres du futur centre aquatique
- Urbanisme – Préemption de la parcelle AD 31
- EPF – Demande de portage
- Finances – Versement d'une subvention au CCAS

Informations du Maire

Questions diverses

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 29 janvier 2025 est approuvé à l'unanimité.

1- AVIS DE LA COMMUNE SUR L'IMPLANTATION D'UN PARC AGRIVOLTAIQUE (DE 2025 14)

Suite au dépôt du permis de construire PC 089 419 24 I0017, par la société AMDA ENERGIE, relatif à l'implantation d'un parc agrivoltaïque situé son territoire, au lieu-dit les Champs de TOUCY, la commune est consultée dans le but de recueillir l'avis du Conseil Municipal sur ce projet.

En l'absence de réponse dans un délai de 1 mois, l'avis du Conseil Municipal sur le permis de construire sera réputé favorable, conformément à l'article R*423-59 du code de l'urbanisme.

Cet avis, s'il est défavorable ou s'il contient des prescriptions, doit être motivé en droit et en fait pour pouvoir être légalement repris dans l'arrêté.

Monsieur MAMERON informe le Conseil Municipal que d'autres projets agrivoltaïques sont en étude sur la commune. Ainsi, une filiale d'EDF a sollicité l'avis de la commune pour un projet agrivoltaïque s'étendant sur une surface totale de 83 Ha, dont 60.3 Ha sur la commune de TOUCY et 22,7 Ha sur celle de Fontaines. Ce projet est proche des habitations et concerne au moins 8 propriétaires fonciers différents.

Les conseillers présents expriment leur opposition quant à la réalisation d'un tel parc agrivoltaïque sur la commune (dégradation du paysage, proche des habitations, des axes routiers, non-respect des chemins pédestres, propriétaires concernés non informés du projet, travaux nécessaires pour le raccordement électrique, la chasse n'étant plus possible sur cette zone, risque de prolifération des espèces invasives, etc.). Aussi, Monsieur MAMERON propose de rédiger dès à présent un courrier reprenant les arguments avancés en séance et indiquant que le Conseil Municipal est opposé à la réalisation de ce projet sur la commune et qu'il demande son abandon. Monsieur MAMERON précise en effet que la non opposition de la commune au projet est un prérequis à la mise en œuvre de ce dernier.

Après délibération, le Conseil Municipal à l'unanimité des présents et des représentés :

- EMET un avis défavorable sur le projet d'implantation d'un parc agrivoltaïque tel que présenté dans le dossier du permis de construire PC 089 419 24 I0017, pour les motifs suivants :
 - La Société AMDA ENERGIE qui exploite le parc n'a pas un but agricole;
 - Il est possible de produire de l'énergie en utilisant les toitures des hangars agricoles et friches sans occuper les terres agricoles;
 - Le parc agrivoltaïque constituerait une nuisance visuelle pour le voisinage au hameau des Brots, où un projet de gîte rural et chambres d'hôtes est envisagé;
 - Les effets pervers de l'exploitation des terres en agrivoltaïque sont multiples (artificialisation des sols, concurrence entre production énergétique et alimentaire, précarisation des baux ruraux et atteinte à la biodiversité);
 - La Communauté de communes de Puisaye-Forterre travaille avec l'Office Intercommunal de Tourisme afin de protéger les paysages locaux et préserver l'attrait touristique du territoire;
 - La question du devenir de ce site après 40 ans d'exploitation en agrivoltaïque se pose;
 - Ce parc agrivoltaïque, s'il est accordé, va faire jurisprudence et favoriser l'implantation de ce type de projet sur le territoire, au détriment du cadre de vie et des terres agricoles.

Monsieur MAMERON informe le Conseil Municipal

2- DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A LA CCPF POUR LA REALISATION D'UNE CUVÉ DE RETENTION DES EAUX DE NETTOYAGE DES FILTRES (DE 2025 15)

La Communauté de communes de Puisaye-Forterre et la mairie de Toucy se sont associées dans la construction d'un centre aquatique. Le partenariat impliquait la prise en charge par Toucy du raccordement de l'équipement au réseau d'assainissement.

Les délais de réalisation des travaux étant très contraints, la Communauté de communes de Puisaye-Forterre a, dans un premier temps, suggérée à la commune de recourir à la maîtrise d'ouvrage déléguée pour que la CCPF prenne en charge le pilotage des travaux de réalisation d'une cuve de rétention des eaux usées du centre aquatique. Cette proposition visant à permettre à la fois un gain de temps et une optimisation des coûts pour la réalisation de l'ouvrage.

Puis, dans un second temps, après échanges, la Communauté de communes de Puisaye-Forterre a proposé à la commune de prendre en charge la réalisation et le financement de l'ouvrage de rétention des eaux usées du centre aquatique.

Le montant de réalisation de la cuve est estimé à 40 000 € HT selon le BE Guichard et associés.

Considérant la nécessité et l'engagement pris par la commune de Toucy de prendre en charge l'assainissement et le raccordement du centre aquatique ;

Considérant la nécessité pour la Communauté de communes de faire installer une cuve de rétention de l'eau raccordée au réseau ;

Considérant la proposition de la Communauté de communes de Puisaye-Forterre de prendre en charge la réalisation et le financement de la cuve de rétention de l'eau raccordée au réseau d'assainissement collectif ,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des présents et des représentés :

- ACCEPTE la proposition de la Communauté de communes de Puisaye - Forterre de réaliser et financer la cuve de rétention de l'eau qui sera raccordée au réseau d'assainissement collectif. Cet ouvrage sera implanté sur le terrain de la Communauté de communes de Puisaye - Forterre et lui appartiendra.

3- PREEMPTION PARCELLE AD 31 (DE 2025 16)

Monsieur le Maire informe qu'un formulaire de déclaration d'intention d'aliéner a été reçu en mairie le 15 janvier 2025, concernant l'ancien cinéma sis 25 rue Arrault, parcelle AD 31. L'immeuble est vendu en totalité, soit une surface de 832 m², à un particulier au prix de 33600€.

Lors de la commission urbanisme, certains conseillers municipaux ont fait part de l'intérêt que pouvait présenter ce site pour la commune. En effet, l'immeuble est vétuste et la rue est étroite et sombre à cet emplacement. Aussi, il est mis en avant l'opportunité d'acquérir ce bien pour créer un espace ouvert dans la rue, avec des places de stationnement et de la verdure.

Le Conseil Municipal a délégué au Maire le soin de préempter se dessaisissant ainsi de cette compétence. Pour autant, Monsieur le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal sur l'opportunité ou non de préempter l'immeuble sis sur la parcelle AD 31. Monsieur le Maire donne la parole aux élus présents.

Monsieur PIESYK estime que le bâtiment objet de la préemption dénote dans la rue et que l'acquérir et le démolir permettrait d'aérer la rue Arrault. Il indique également avoir contacté la personne se portant acquéreur du bien. Ce dernier souhaite réhabiliter l'immeuble pour faire de la location de logements et de boxes. M. PIESYK émet un doute quant à la faisabilité du projet au vu de l'état de vétusté de l'immeuble. Madame RAVERDEAU partage l'avis de Monsieur PIESYK.

Monsieur MAMERON attire l'attention sur le coût financier d'un tel projet pour la commune, puisqu'il faut bien prendre en compte le coût d'acquisition du bien, mais aussi de démolition, de renforcement des murs mitoyens et d'aménagement de l'espace ainsi libéré. Il souligne par ailleurs que la commune est déjà propriétaire d'une parcelle en mauvais état dans cette même rue et que des projets similaires sont en cours dans le centre bourg. Ainsi il suggère de ne pas préempter et de mener à bien les projets en cours.

Monsieur DEMERSSEMAN convient que vouloir aérer et verdir la rue Arrault est une préoccupation légitime. Toutefois, en considérant d'une part, que la commune est déjà engagée sur deux nouvelles acquisitions par préemption et d'autre part, qu'elle a des difficultés à faire avancer ses projets de mandat - tel que celui de réhabilitation de la mairie – il est nécessaire, au vu des finances communales et malgré l'opportunité qui se présente, d'être raisonnable et de ne pas préempter.

Messieurs BONNOTTE, THURET, DUBOIS, MEUNIER et mesdames FAU, RAVIER-LETENDART, ARNOULT, DINGS partagent cette position.

MAIRIE DE TOUCY

Madame CARREAU est favorable à la préemption et indique qu'il sera toujours possible de solliciter des subventions pour réaliser le projet.

Madame PICARD, consciente de la charge financière, souhaite préempter afin de ne pas avoir de regrets dans les années à venir.

Vu l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DE_2017_92 du 5 décembre 2017, modifiée par la délibération n° DE_2025_11 du 29 janvier 2025,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des présents et des représentés :

- EMET un avis défavorable quant à l'opportunité de préempter l'immeuble sis sur la parcelle AD31, au prix de 33 600€.

Votes : 7 Pour, 11 Contre (B. MAMERON, F. FAU, J.-M. DUBOIS, C. RAVIER-LETENDART, G. DEMERSSEMAN, C. DINGS, L. BONNOTTE, A. MEUNIER, C. LAZAROTTO, D. ARNOULT, A. THURET), 1 Abstention (V. PIVAIN).

4- EPF - DEMANDE DE PORTAGE

Le maire expose au conseil municipal que si le celui-ci avait souhaité préempter la parcelle AD 31, alors il aurait été proposé au conseil municipal de solliciter pour ce projet un portage par l'Etablissement Public Foncier (EPF). L'EPF se serait ainsi chargé de procéder aux négociations, d'acquérir, de gérer transitoirement et de rétrocéder les biens correspondants à la commune de Toucy, ou à tout opérateur désigné par elle.

Vu la délibération n° DE_2025_16, par laquelle le Conseil municipal refuse l'acquisition de la parcelle AD 31, ce point est retiré de l'ordre du jour.

5- VERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU CCAS (DE 2025 18)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2311-7,

Considérant que la Ville a versé 22 000 € de subvention au CCAS sur l'exercice 2024,

Considérant que le C.C.A.S doit faire face à toutes ses dépenses obligatoires, particulièrement les salaires,

Considérant les besoins de trésorerie nécessaires du CCAS de TOUCY avant le vote du budget primitif de l'exercice 2025,

Il convient de verser au C.C.A.S la subvention qui lui permettra de couvrir ses dépenses de fonctionnement .

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et des représentés :

- Approuve le versement au C.C.A.S d'une subvention à valoir sur l'exercice 2025 d'un montant de 22 000 €,
- Dit que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits à cet effet au budget primitif de l'exercice 2025 et mandatée sur la ligne budgétaire 657362, chapitre 65, du budget communal de l'exercice.

PROCHAINES REUNIONS ET MANIFESTATIONS :

Jeudi 20 février 2025	10h00 : AG Amicale de la Vallée de l'Ouanne 12h00 : Repas Amicale de la Vallée de l'Ouanne
Vendredi 21 février 2025	19h00 : Accueil des nouveaux arrivants
Mardi 25 février 2025	19h00 : Présentation projet final mairie par l'AMO
Samedi 1 ^{er} mars 2025	10h00 : CA AATY
Lundi 3 mars 2025	17h00 : Commissions finances
Mercredi 5 mars 2025	18h30 : AG Toucy Animations
Samedi 8 mars 2025	20h00 : Choucroute du Comité de Jumelage Toucy-Kusel
Dimanche 9 mars 2025	11h00 : Foire du Renouveau de Treigny
Lundi 10 mars 2025	15h-18h Inauguration nouveaux locaux comptable CER
Mercredi 12 mars 2025	19h00 : AG Comité de Jumelage Toucy – Kusel
Samedi 29 mars 2025	15h00 : Inauguration parcours orientation Pyramide du Loup

La séance est levée à 21h21.

DELIBERATION TRANSMISE AU CONTROLE DE LEGALITE :

NUMERO	OBJET
DE_2025_14	AVIS DE LA COMMUNE SUR L'IMPLANTATION D'UN PARC AGRIVOLTAIQUE
DE_2025_15	DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A LA CCPF POUR LA REALISATION D'UNE CUVE DE RETENTION DES EAUX DE NETTOYAGE DES FILTRES
DE_2025_16	PREEMPTION PARCELLE AD 31
DE_2025_17	VERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU CCAS

Le Maire,
Michel KOTOVTCHIKHINE

Le secrétaire de séance,
Alan MEUNIER